

débat*militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 101 13 avril 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Un succès riche de possibilités nouvelles](#)
- [Printemps 2006 : des perspectives pour la révolte des banlieues de l'automne 2005 ?](#)

Un succès riche de possibilités nouvelles

Villepin a donc dû céder et en rabattre face à l'enthousiasme de la jeunesse, à son dynamisme contagieux qui a réussi à sortir les directions des confédérations syndicales de leur passivité. Le remplacement du CPE signifie son retrait. C'est un indiscutable succès moral et politique que les jeunes ont su accueillir avec la joie mais aussi la réserve qui s'imposait. Ils se sont bien gardés d'entonner le chant satisfait de la victoire comme beaucoup auraient aimé les voir faire. Lucides, ils ont bien compris qu'un recul ne suffit pas à faire une victoire même s'il marque un tournant dans le rapport de force. Le dispositif de remplacement voté par l'Assemblée nationale qui prétend aider la jeunesse en difficulté aboutit à de nouvelles subventions aux patrons... Le CNE est toujours là comme la loi sur l'égalité des chances. Sous la pression du mouvement, la crise politique a été accentuée, la droite à la limite de l'explosion, mais espérant pouvoir jouer du rôle stabilisateur de la gauche et des directions des confédération syndicales, gouvernement et patronat tentent de reprendre la situation en main pour essayer de retourner les effets du mouvement contre les jeunes et l'ensemble des salariés. Contraints de céder sur le CPE, ils veulent reprendre l'offensive en posant la question générale de la flexibilité, du contrat de travail, du parcours professionnel... Ils espèrent renouer le prétendu dialogue social pour associer une nouvelle fois les confédérations syndicales à une politique contraire aux intérêts des travailleurs et des jeunes.

Mais le mouvement a enrayé la machine, révélé ce jeu de dupes qui s'opère contre le monde du travail. Il a disqualifié Villepin, ruiné le crédit du gouvernement auquel personne n'accorde la moindre confiance. Là est sa véritable victoire.

La droite et le patronat voudraient reprendre la main, mais l'énergie libérée par la lutte n'a pas fini son travail. « *On continue* » n'est pas une simple formule, les étudiants en ont fait la démonstration en manifestant mardi dernier, en continuant la grève et le blocage dans diverses universités. De nouvelles perspectives sont en discussion pour faire vivre sur le plan politique les liens qui se sont noués entre les jeunes et les salariés.

La force du mouvement se nourrit des luttes précédentes

Le mouvement lui-même est l'aboutissement de la maturation -dans laquelle s'inscrit l'émergence d'une nouvelle génération- d'un ensemble d'éléments de crise produits par l'offensive libérale des classes dominantes et les résistances des travailleurs. C'est 2003 et la lutte contre la loi Fillon qui cherchent leur

revanche, c'est le 29 mai qui resurgit sur le terrain social, c'est le quiproquo du 5 mai 2002 qui se transforme en un vaudeville à trois au sommet de l'Etat. La crise sociale nourrit la crise politique et réciproquement. La contestation de la politique libérale devient la contestation du capitalisme lui-même, du salariat, du rapport d'exploitation et met en cause la légitimité des institutions républicaines.

Le succès du Non le 29 mai 2005, porté par la contestation sociale, a contribué à un renouveau militant contre la politique libérale. Le mouvement des jeunes, soutenu activement par les salariés, en est la continuation sur le terrain social, des luttes et, par là même, à un niveau supérieur. Le 29 mai se situait dans le cadre institutionnel, le mouvement actuel conteste la légitimité des institutions, il pose la question de l'incompatibilité des exigences de la jeunesse et des classes populaires avec les intérêts des classes dominantes ainsi que celle du gouvernement et de la présidence, c'est-à-dire du pouvoir, de sa légitimité.

Le mouvement clôt ainsi l'après-29 mai au sens où il vise à changer le rapport de force sur le terrain de la lutte sociale. Il porte les exigences du monde du travail et contraint l'ensemble des forces politiques à se positionner avec lui ou contre lui. Il rompt avec le cadre étroit des luttes syndicales en faisant de la politique directement sur le terrain des luttes sociales.

L'extrême-gauche, notre organisation en particulier et les camarades des JCR, avons pris toute notre place dans la mobilisation et avons mené ce qu'on peut appeler une intervention de parti. Nous avons, dans la mesure de nos forces, mis en œuvre une politique pour le mouvement dans le cadre de l'unité pour la mobilisation et la lutte. Nous avons défendu nos propres orientations tout en participant pleinement aux différents cadres unitaires qui se sont mis en place, (cadres syndicaux, collectifs anti-CPE, Riposte), voire, pour les camarades JCR ou les jeunes de la Ligue, à la direction du mouvement, sans chercher à plaquer tel ou tel mot d'ordre mais en formulant et en mettant en œuvre une politique pour le mouvement lui-même en fonction des rythmes de son développement.

Il y a là une riche expérience collective. Elle est un appui pour construire une nouvelle force anticapitaliste.

Elle est aussi un point d'appui pour dépasser les vieux clivages, regrouper tous ceux qui ont été partie prenante de la lutte pour lui permettre d'aller jusqu'au bout de ses possibilités sans craindre la crise politique.

L'irruption de la jeunesse, entraînant avec elle les salariés du public et du privé, a mûri les conditions nécessaires pour que nous puissions jeter les bases d'un parti des luttes, tant dans les mobilisations qu'en utilisant la tribune des élections. Cette tâche découle d'un des acquis essentiels du mouvement, les liens qui se sont construits en marge ou par le canal même des appareils entre militants syndicalistes, travailleurs et étudiants, lycéens, liens à travers lesquels s'exprime une volonté d'auto-organisation, de démocratie, de capacité d'initiative. Cette volonté se nourrit de la révolte contre le capitalisme et l'ensemble du système institutionnel, terrain favorable pour que germe une nouvelle conscience de classe anticapitaliste.

Crise sociale et politique

Les crises sociale et politique se nourrissent l'une de l'autre. Le mécontentement croissant au sein des classes populaires affaiblit le pouvoir, le fragilise, grippe le fonctionnement de la démocratie parlementaire. Le 21 avril 2002 a été la première manifestation aiguë de cette crise latente, l'a approfondie. L'alternance est en panne, incapable de convaincre que les changements politiques au sommet de l'Etat puissent apporter une amélioration des conditions d'existence de la population.

Le quiproquo de l'élection de Chirac le 5 mai 2002 a contenu la crise sans l'empêcher de se développer. Aujourd'hui, l'exacerbation du mécontentement, en particulier dans la jeunesse, débouche sur l'explosion des contradictions accumulées.

Le pouvoir né des suites du 5 mai et, par suite, de l'élection d'une Assemblée à majorité UMP, est engagé depuis 2002 dans une fuite en avant dirigée par un double objectif : réaliser les réformes exigées par le patronat dont l'essentiel se joue aujourd'hui, comme avec le CPE, dans la remise en cause du CDI et la généralisation de la précarité, et donner à une majorité parlementaire sans légitimité une réelle assise populaire. Cette contradiction insoluble, il a tenté vainement de la résoudre par le populisme animé par « *l'esprit du 5 mai* » qui a débouché, après l'échec de Raffarin, sur la farce bonapartiste de Napoléon-Villepin.

De la cohabitation à la rupture en passant par le 21 avril, une situation de crise cherche à se dénouer. Sarkozy prétend être celui qui sortira la droite du borbier d'une cohabitation qui n'en finit pas. Il entend

profiter du discrédit de ses amis pour poser à l'homme de « *la rupture* » et réussir à redonner unité et confiance à la droite en agitant un populisme réactionnaire. Il désavoue Villepin et le CPE dont il était un partisan pour mieux vanter la flexibilité. Chirac assure la transition, contraint et forcé, rupture et continuité, rupture avec la cohabitation, continuité de la politique de la droite au service du patronat.

La gauche en quête d'identité

Les efforts pour mettre en route une nouvelle mouture d'union de la gauche prennent quelque crédibilité dans le même temps que le mouvement accentue ses difficultés. La gauche est face à elle-même. Confrontée aux exigences d'une mobilisation qu'elle a fait le choix de soutenir, elle craint la crise et n'a pas d'autre politique, sur le fond, que celle rejetée par le mouvement. Cette contradiction entre les exigences du mouvement qu'elle soutient et la réalité de sa politique passée et à venir crée une situation de crise permanente et attise les conflits : conflits internes, rivalités présidentielles au PS, chez les Verts ou même au PC, conflits, rivalités aussi entre les différentes composantes de la future union de la gauche.

La contestation de la légitimité des décisions des institutions républicaines, du parlement, par le mouvement la met particulièrement mal à l'aise.

D'où une situation très contradictoire pour la possible union de la gauche : dans le même temps qu'elle gagne quelque crédibilité et que sa victoire en 2007 apparaît comme une forte probabilité, elle est divisée, menacée du fait de sa propre duplicité politique.

Il y a là l'expression d'une distorsion interne qui entretient tensions et menaces d'éclatement : dire qu'il est possible de changer la vie dans le cadre de la mondialisation financière, libérale et impérialiste, sans rompre avec le capitalisme et ses institutions, est au mieux une vue de l'esprit.

Le parti communiste entre la lutte et l'union populaire pour 2007

Le dernier congrès du PC, comme sa difficulté à avoir une politique dans le mouvement, est l'illustration de cette contradiction. Entre les critiques radicales du capitalisme que l'on peut lire dans l'*Huma* ou les textes du congrès et les actes politiques concrets, il y a la réalité de ce qu'est le PC aujourd'hui : un appareil d'élus, bureaucratisé, institutionnalisé, incapable de donner un réel contenu à une critique radicale du capitalisme et de l'offensive libérale.

D'où les ambiguïtés du congrès : la politique des candidatures unitaires antilibérales au service de l'union populaire avec le PS pour aller au gouvernement et avoir le maximum d'élus aux législatives et aux municipales.

Les critiques radicales du capitalisme, la dénonciation des politiques libérales créent le terrain pour agir ensemble chaque fois que possible, échanger et débattre aussi, mais la mise au service d'une nouvelle union de la gauche de ces critiques empêchent d'aller plus loin. Nous avons vis-à-vis du PC une politique de front unique tout en discutant du parti dont le monde du travail a besoin, de son programme, de l'actualité du communisme, des institutions « républicaines », c'est-à-dire de l'Etat et de la politique d'union populaire dans la perspective de construire un parti de tous les communistes. Cette perspective prend toute son actualité dans une situation où nombre de militants du PC aux côtés de la jeunesse ont retrouvé le goût de la contestation sociale.

Les collectifs du 29 mai à côté du mouvement

Le fait que ce que nous pouvions appeler « l'après 29 mai » est clos s'exprime dans la difficulté qu'ont eu les collectifs du 29 mai à jouer un rôle significatif dans le mouvement. Il est un fait qu'ils ont échoué à être des organes de front unique pour les luttes et sont devenus des lieux de confrontation autour de la question des candidatures unitaires antilibérales. Dans le mouvement, pour l'essentiel, ils n'ont joué que peu de rôle, se contentant de plaquer sur lui des préoccupations électorales qui ne sont absolument pas en prise avec les préoccupations des jeunes comme des salariés.

Les collectifs servent à différentes ambitions, celles du PC en vue d'une « *candidature issue des rangs communistes* », celles de ceux qui misent sur les réticences à l'égard de Marie George Buffet pour jouer leur carte personnelle.

De la même façon que vis-à-vis des militants du PC, les révolutionnaires ont, au sein des collectifs, les mêmes débats autour des questions de programme et de perspectives politiques pour porter les exigences du

mouvement, c'est-à-dire opposer l'anticapitalisme, les mesures d'urgence sociale et démocratique, à l'antilibéralisme. Dans la rue et dans les urnes.

Nous défendons une unité anticapitaliste qui lie le programme aux mobilisations, à la capacité des classes populaires d'exercer leur pression aujourd'hui, leur contrôle sur l'économie et l'Etat demain, et pose la question du gouvernement des travailleurs en lien avec le contrôle de la population en rupture avec les institutions bourgeoises, la propriété privée et l'Etat.

Les confédérations accompagnent le mouvement pour éviter sa généralisation

Après avoir été très réticentes à s'engager dans le mouvement initié par les jeunes, les directions des confédérations syndicales qui, rappelons-le, avaient laissé passer le CNE en août dernier, ont accompagné le mouvement, poussées en avant à chaque étape par la jeunesse et les salariés. Poussées aussi, ce n'est pas sans importance, par la volonté ridicule de Villepin de s'affirmer en futur chef d'Etat s'imposant à ses propres amis comme aux « *partenaires sociaux* ».

Par-delà les calculs des directions, la réalisation dans les entreprises de l'unité répond à un profond besoin de sortir des batailles pour les places et les postes aux comités d'entreprises qui alimentent les polémiques étrangères aux préoccupations et aux intérêts des salariés pour unir les forces afin de reprendre l'offensive. Ce sentiment est fort, en particulier chez les jeunes.

Une telle situation n'a pas changé la nature des appareils syndicaux profondément intégrés à tout le fonctionnement de la machine institutionnelle ni à leur volonté d'éviter à tout prix l'affrontement avec l'Etat. Elle change cependant profondément les relations entre les militants, entre les différentes organisations et les travailleurs entre ceux qui militent pour un syndicalisme lutte de classe et l'ensemble des militants ou syndiqués.

Une telle situation ouvre de nouvelles possibilités. Elle nécessite un profond travail au sein des organisations syndicales pour formuler une politique de lutte de classe pour l'ensemble des militants et salariés, quelle que soit l'organisation syndicale à laquelle ils appartiennent ou dans laquelle ils se reconnaissent. Formuler et aussi discuter concrètement des différentes façons de la décliner. Les discussions qui se déroulent dans le cadre de la préparation du congrès de la CGT, aussi limitées soient-elles, en sont l'occasion.

Auto-organisation, démocratie et dynamisme de la lutte

Le mouvement étudiant et, a fortiori, le mouvement lycéen, n'ont pas eu de réelle direction nationale. Il est le résultat d'un processus d'auto-organisation animé d'une profonde aspiration démocratique à conserver le contrôle de la lutte. Les différentes organisations, dont l'UNEF, ont accompagné le mouvement, s'en sont fait plus ou moins bien l'expression, mais elles n'ont pas été une direction.

Il n'en est pas de même de la coordination étudiante. Si elle n'a pu encore devenir une direction reconnue du mouvement, elle a été l'expression organisée de ce processus d'auto-organisation, dans sa diversité et souvent avec beaucoup de confusion mais en réussissant à formuler à chaque étape, en partant de la réalité concrète de la mobilisation, une politique pour le mouvement avec le souci de son organisation, de son approfondissement et de son élargissement aussi et en particulier aux salariés.

Elle a ainsi conquis une grande influence et joue un rôle important tout particulièrement dans le sens de la jonction étudiants - salariés. Elle a su s'adresser aux organisations syndicales, exercer sa pression avec une maturité dont le mouvement de la jeunesse a rarement su faire preuve.

L'entrée des lycées dans la lutte a été une nouvelle impulsion au mouvement qui s'est concrétisée le 28 mars puis le 4 avril. Sa structuration, son organisation, ses capacités d'auto-protection étaient autant de pas en avant considérables au regard du mouvement contre la loi Fillon même si son organisation, sa direction politique en sont encore aux premiers pas. De ce point de vue, la jonction avec les enseignants, leurs profs, pourrait être extrêmement positive.

L'aile radicale du mouvement, acteur de l'unité

Tout au long du mouvement, l'aile la plus radicale a su articuler l'unité nécessaire au regroupement des forces et la mise en œuvre d'une politique pour le mouvement sans opposer unité et auto-construction mais,

bien au contraire, en conjuguant l'unité pour la lutte et la défense dans ce cadre unitaire des perspectives visant à permettre au mouvement d'aller jusqu'au bout de ses possibilités.

C'est cela le sens de l'idée du parti des luttes et c'est dans le mouvement lui-même, à travers la démocratie des luttes, que nous développons notre influence. Cette expérience que nous venons de vivre collectivement, et qui n'est pas finie, donne un contenu vivant à l'idée que nos exigences politiques découlent des besoins mêmes des travailleurs et des jeunes, du mouvement lui-même, de ses possibilités.

Elle illustre aussi la façon dont s'articule la question sociale et la question démocratique, non du point de vue institutionnel, d'un côté les mobilisations, de l'autre les élections, mais les mobilisations comme seule force capable d'imposer d'abord et de garantir ensuite les exigences du monde du travail.

Le mouvement lui-même en apporte la démonstration à chaque étape et formule ses réponses démocratiques, pose la question du pouvoir, qui dirige, en relation avec ses propres possibilités, pour se renforcer en développant la conscience que les réponses à la crise sociale et politique ne peuvent venir que d'en bas, des classes populaires elles-mêmes.

Ce souci s'associe à l'effort constant d'organiser démocratiquement la mobilisation.

La question du gouvernement

A chaque étape est venue en discussion la question récurrente de l'opportunité de mettre en avant le mot d'ordre de « *Villepin démission* », « *Dehors le gouvernement* », voire « *dissolution de l'assemblée nationale* ». Mettre en avant de tels mots d'ordre ne peut se faire qu'en fonction des rythmes d'évolution du mouvement, du niveau de conscience de ses principaux acteurs, de l'état d'esprit de l'opinion. Une chose est de faire de l'agitation sur l'illégitimité du gouvernement, une autre de mettre en avant sa démission comme une exigence du mouvement. Une telle attitude aurait un côté proclamatoire, voire incantatoire, freinerait le mouvement en lui fixant comme seule issue une issue institutionnelle, parlementaire et gouvernementale.

Le mouvement ne peut reprendre de tels mots d'ordre que s'ils apparaissent clairement liés à ses propres objectifs et peuvent devenir l'exigence d'une large fraction de ceux qui entrent dans la lutte. Il ne doit pas laisser entendre que l'issue du mouvement ne peut être qu'institutionnelle mais, bien au contraire, associer les mots d'ordre directement politiques à l'idée que quel que soit le gouvernement, la jeunesse et les travailleurs sauront faire entendre leur voix.

Les suites politiques

Il serait vain d'essayer de conclure. Après les journées du 28 mars et du 4 avril qui ont représenté le niveau le plus élevé auquel le mouvement pouvait prétendre, aujourd'hui, le pouvoir a été contraint à négocier le rapport de force construit par la mobilisation. Il a été contraint à céder après que l'ensemble des organisations syndicales et politiques de gauche ont fait du retrait leur l'exigence.

Ce succès d'étape est un encouragement pour les étudiants et l'ensemble des salariés. Il est un coup d'arrêt à l'offensive du patronat et du gouvernement, un point d'appui pour consolider le rapport de force et préparer les affrontements à venir, une réelle contre-offensive du monde du travail.

Le retrait du CPE obtenu, la droite va entamer des discussions voire des négociations autour du contrat de travail sur le thème de la flexi-sécurité à laquelle souscrivent l'ensemble des confédérations syndicales et la gauche gouvernementale.

Il s'agit pour nous de prendre appui sur les revendications portées par le mouvement lui-même, en particulier l'abrogation du CNE et de la loi sur l'égalité des chances, pour préparer l'étape à venir de la mobilisation contre la précarité et le chômage. Il ne s'agit pas d'avancer de façon incantatoire l'idée de grève générale mais bien de participer pleinement au débat public qui est ouvert par le mouvement et auquel la droite elle-même invite.

A nous de populariser notre programme d'urgence liant les revendications aux capacités de mobilisation et d'organisation des travailleurs, au contrôle de la population, de populariser l'exigence d'un emploi stable et d'un revenu garanti.

Yvan Lemaitre



Printemps 2006 : des perspectives pour la révolte des banlieues de l'automne 2005 ?

Laurence Parisot, la patronne des patrons, a pointé la semaine dernière le lien entre la révolte des jeunes de banlieues de novembre 2005 et la « gigantesque mobilisation » du printemps 2006. Elle dénonçait particulièrement les formes de radicalisation qui mènent à des « *expressions haineuses contre les entreprises* ». Une manière d'exprimer la crainte qu'à 6 mois d'écart ces deux mobilisations ne soient des étapes importantes de la reconstruction d'une conscience de classe dans la jeunesse ? Une question lourde d'enjeux pour tous ceux qui veulent participer à la reconstruction du mouvement ouvrier.

Au mois de novembre, nombreux étaient ceux qui analysaient les formes de la révolte des jeunes des banlieues comme l'expression d'une révolte désespérée et orpheline de perspective politique. Dans le mouvement de ce printemps, on a retrouvé, en particulier chez les lycéens des Lycées Professionnels de banlieues mais pas uniquement, à la fois certaines formes d'expression dans le discours et les modes d'actions des révoltes de novembre. Un des principaux dangers de l'automne 2005 était le risque d'un repli communautariste des jeunes des cités en réaction à la marginalisation et aux stigmatisations qu'ils subissent, y compris lorsqu'ils se battent.

L'expérience collective des luttes du printemps et le début de liaison avec l'ensemble du monde du travail peuvent-elles devenir une base de construction commune ? C'est en tout cas une hypothèse nécessaire pour l'intervention des militants du mouvement ouvrier en direction de cette fraction de la jeunesse pour l'aider à prendre toute sa place dans le combat collectif en l'enrichissant de son énergie et de sa liberté totale.

S'il est évident que brûler des voitures, un gymnase ou une école du quartier, attaquer des bus ou une gare, harceler et caillasser les flics montrent une confusion extrême dans les cibles de la révolte, il n'y a pas de raison de s'en étonner et encore moins de s'indigner. D'autant que le décret instaurant l'état d'urgence, réminiscence de la période de la sale guerre d'Algérie, n'a été contesté ni par les organisations de gauche ni par les confédérations syndicales, prisonnières de leur conception de la légitimité de la « république ». Alors, par les voies impénétrables de quel esprit les jeunes trouveraient-ils seuls les moyens de se réapproprier des formes de luttes collectives dont ils n'ont aucun exemple d'existence ni d'efficacité ? Tout le monde s'accorde en effet à déplorer la disparition des militants du mouvement ouvrier des quartiers populaires et particulièrement des quartiers les plus marqués par la ghettoïsation de populations issues de l'immigration, par le chômage, la précarité et la misère, toutes choses que les jeunes subissent comme des violences encore plus insupportables que les adultes.

« *Qui sème la misère, récolte la colère* » écrivait Babeuf il y a deux siècles, slogan repris lors des manifestations contre le CPE. Et lorsque la colère éclate, ses formes d'expression sont proportionnelles à la violence de l'oppression subie et ses modalités liées à la culture de luttes des opprimés. Dans la révolte de novembre, enflammer des voitures, s'affronter avec la police rappelait aussi les émeutes de Kabylie de 2001 par exemple. Les jeunes, souvent très jeunes qui agissaient ainsi, pas spécialement « connus des services de police », ne cherchaient pas à voler mais à « *se faire entendre* » comme ils le disaient. Et c'est bien pour cela qu'ils ont trouvé une large solidarité dans le reste de la jeunesse et dans toute une partie de la population. Autrement comment comprendre que les mêmes jeunes, six mois après la promulgation de l'état d'urgence et le rouleau compresseur de la campagne de Sarkozy pour appeler au retour à l'ordre, non seulement ne se retrouvent pas marginalisés, écrasés, mais puissent participer à une mobilisation initiée par des étudiants ?

En effet, un des calculs du gouvernement était bien de faire passer sa réforme comme une réponse à la révolte des banlieues, et ainsi de diviser jeunes peu ou pas diplômés, issus des banlieues d'une part et étudiants de l'autre. A différentes étapes du mouvement, le gouvernement largement relayé par les médias a brandi le spectre des casseurs en espérant que le souvenir des manifs du printemps 2005 contre la loi Fillon explosées par les « dépouilleurs », dissuaderait les jeunes de descendre dans la rue. Mais ces manœuvres ont échoué. Le mouvement est parti des universités à l'initiative de jeunes qui affirmaient vouloir lutter contre la précarité sous toutes ses formes, qui dénonçaient le travail précaire qui permet aux étudiants de vivre pendant leurs études mais aussi le chômage et les conditions d'existence des jeunes dans les banlieues dont ils avaient découvert la situation à l'occasion du mouvement de novembre 2005.

Une autre particularité du mouvement, c'est que dans des quartiers populaires, ceux du 93 par exemple, l'extension dans les lycées du mouvement contre le CPE a souvent commencé dans les lycées professionnels avant de s'étendre aux lycées généraux. A l'inverse de 2005, la mobilisation contre la loi Fillon avait touché surtout les lycées généraux et plus partiellement les LP qui avaient fourni une partie de ces jeunes qui s'étaient transformés en « dépouilleurs » dans les manifs parisiennes. A la différence des mouvements précédents, les jeunes des LP, malgré d'énormes difficultés d'organisation (aucune habitude de tenir des AG, d'y décider et voter des actions, de les préparer et d'en tirer des bilans) ont été de plein pied dans la mobilisation et son extension. Ils ont joué un rôle important dans la mise en place de blocage des établissements, de blocage de routes et l'organisation de manifs sauvages qui déstabilisaient les forces de l'ordre et créaient un état d'effervescence dans les quartiers populaires. Et si l'on fait le bilan, les « débordements » (voitures cassées ou brûlées, personnes agressées, magasins visités, caillassages des flics) sont restés marginaux en regard des centaines de milliers de jeunes en mouvement et surtout ne sont pas devenus les modes d'action même d'une fraction du mouvement. Ainsi *Le Parisien* du 24 mars titrait de manière sensationnelle « *Saint-Denis saccagé pendant 3 heures* », ce qui était largement abusif et intentionnellement alarmiste. Car la mobilisation des jeunes des 5 lycées de la ville s'est poursuivie pendant les deux semaines suivantes et *Le Parisien* n'a pas eu d'occasion de réitérer ce genre de titre.

Pendant les trois semaines de la mobilisation des lycées, ce sont des milliers de jeunes qui ont fait l'expérience des manifs à Paris (alors que le déplacement pour manifester n'avait rien de naturel), de cortèges structurés, puis de cortèges mélangeant lycéens, étudiants, parents d'élèves et salariés syndicalistes ou non. Ils ont découvert le sentiment physique de représenter une force collective si différent du rapport de force individuel ou de clan qu'ils connaissent. Ils ont éprouvé le dynamisme des slogans qu'ils ont alimenté de leur imagination, la joie des échanges entre gens d'horizons différents qui se retrouvent pour défendre la même chose. Tout ce qu'ils ne pouvaient pas imaginer abstraitement, ils l'ont ressenti et ne sont pas près de l'oublier. Une minorité parmi eux a également commencé à se poser le problème de l'organisation d'un mouvement collectif : s'adresser à leurs parents et au reste de la population dans des pétitions ou des tracts, chercher des arguments pour convaincre en fonction de la situation particulière de leur interlocuteur, réfléchir aux modes d'actions les plus efficaces en fonction d'objectifs, répondre aux arguments de l'adversaire au jour le jour. Autrement dit : faire de la politique.

L'acquis du mouvement, et qui est riche de possibilités de développement, c'est qu'ils ont conquis un succès. Alors qu'en février et en mars, le gouvernement, expliquait que rien ne le ferait reculer, que les organisations syndicales (entre autres celles des enseignants) avaient organisé des mobilisations contre la loi sur l'égalité des chances sans véritablement croire un succès possible, deux mois plus tard le gouvernement mange son chapeau, Chirac et Villepin se sont ridiculisés. Et cela grâce à une mobilisation dont ils ont été acteurs.

On est maintenant à l'heure d'un bilan d'étape, car il est évident que ce premier succès est un encouragement pour d'autres luttes. Il s'agit pour nous d'aider à les préparer et pour cela exprimer toute l'importance de ce qui vient de se passer et du rôle qu'ont joué les jeunes. A nous de leur faire imaginer la possibilité de construire ensemble d'autres échéances de luttes auxquelles nous ne fixons aucune limite avec pour objectif d'en finir avec la misère et les oppressions sous quelques formes que ce soit.

Cathy Billard



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.